



RFQ Référence : RFQ 2022-58 : Recrutement d'un bureau d'études en charge de l'appui à la mise en œuvre, la documentation et la capitalisation de l'intervention relative à la VFF et à l'intégration du genre auprès du projet « Appui à la sécurité communautaire et à la réforme Institutionnelle du secteur de la sécurité»

Date: 21 June 2022

#### SECTION 1 : DEMANDE DE PRIX (RFQ)

Le PNUD vous invite à remettre votre offre de prix pour la fourniture de services, conformément à l'annexe 1 de la présente RFQ.

Cette demande de prix comprend les documents suivants :

Section 1 : Cette lettre d'invitation

Section 2 : RFQ Instructions et Données

Annexe 1 : Calendrier des exigences

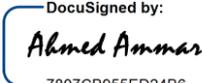
Annexe 2 : Formulaire de soumission de l'Offre

Annexe 3 : Offre technique et financière

Lors de la préparation de votre devis, veuillez suivre les instructions et données de la RFQ. Veuillez noter que les devis doivent être présentés à l'aide de l'annexe 2 : Formulaire de soumission de l'Offre et Annexe 3 : Offre technique et financière, selon la méthode et à la date et l'heure indiquées en Section 2. Il est de votre responsabilité de veiller à ce que votre devis soit soumis avant la date limite. Les offres reçues après la date limite de soumission, pour quelque raison que ce soit, ne seront pas prises en considération pour évaluation.

Nous vous remercions et espérons recevoir votre offre.

Préparé par:

Signature:   
Nom: Ahmed Ammar  
Titre: Associé aux Achats  
Date: 21/06/2022

<b>SECTION 2 : INSTRUCTIONS ET DONNÉES DE LA RFQ</b>  <b>Introduction</b>	<p>Les soumissionnaires doivent respecter toutes les exigences de la présente RFQ, y compris les modifications apportées par écrit par le PNUD. Cette RFQ est menée conformément à la <a href="#">UNDP Programme and Operations Policies and Procedures (POPP) on Contracts and Procurement</a></p> <p>Toute offre soumise sera considérée comme une offre par le soumissionnaire et ne constitue pas ou n'implique pas son acceptation par le PNUD. Le PNUD n'est pas tenu d'attribuer un contrat à un soumissionnaire à la suite de la présente RFQ.</p> <p>Le PNUD se réserve le droit d'annuler le processus d'approvisionnement à tout moment sans aucune responsabilité pour le PNUD, sur avis aux soumissionnaires ou publication d'un avis d'annulation sur le site Web du PNUD.</p>
<b>Date limite de soumission de l'offre</b>	<p>Le 11 Juillet 2022 à 17h, heure de Tunis</p> <p>En cas de doute quant au fuseau horaire dans lequel l'offre doit être soumise, <a href="http://www.timeanddate.com/worldclock/">http://www.timeanddate.com/worldclock/</a>.</p>
<b>Méthode de soumission</b>	<p>Les offres doivent être soumises comme suit :</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Adresse e-mail dédiée</p> <p>Adresse de soumission : <a href="mailto:procurement.tn@undp.org">procurement.tn@undp.org</a></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Format de fichier: PDF</li> <li>▪ Les noms de fichiers doivent être d'une longueur maximale de 60 caractères et ne doivent contenir aucune lettre ou caractère spécial autre que celui de l'alphabet/clavier latin.</li> <li>▪ Tous les fichiers doivent être exempts de virus et non corrompus.</li> <li>▪ Taille du fichier maximal par transmission : 10 MB</li> <li>▪ Objet obligatoire de l'e-mail : RFQ 2022-58 : Recrutement d'un bureau d'études en charge de l'appui à la mise en œuvre, la documentation et la capitalisation de l'intervention relative à la VFF et à l'intégration du genre auprès du projet : « Appui à la sécurité communautaire et à la réforme Institutionnelle du secteur de la sécurité »</li> <li>▪ Plusieurs courriels doivent être clairement identifiés en indiquant dans la ligne d'objet « e-mail no X de Y », et l'email final « Y de Y ».</li> <li>▪ Il est recommandé que l'Offre complète soit consolidée en aussi peu d'attachement que possible.</li> </ul>
<b>Coût de préparation du devis</b>	<p>Le PNUD n'est pas responsable des coûts associés à la préparation et à la présentation d'un devis par un fournisseur, quel que soit le résultat ou la façon de procéder au processus de sélection.</p>
<b>Code de conduite des fournisseurs, fraude, corruption,</b>	<p>Tous les fournisseurs potentiels doivent lire le Code de conduite des fournisseurs des Nations Unies et considérer qu'il fournit les normes minimales attendues des fournisseurs de l'ONU. Le Code de conduite, qui comprend des <b>principes sur le travail, les droits de la personne, l'environnement et la conduite éthique</b>, peut être trouvé à l'article : <a href="https://www.un.org/Depts/ptd/about-us/un-supplier-code-conduct">https://www.un.org/Depts/ptd/about-us/un-supplier-code-conduct</a></p> <p>En outre, le PNUD applique strictement une politique de tolérance zéro à l'égard des pratiques interdites, y compris la fraude, la corruption, la collusion, les pratiques contraires à l'éthique ou non professionnelles et l'obstruction des fournisseurs du PNUD et exige que tous les soumissionnaires/fournisseurs respectent les normes d'éthique les plus élevées pendant le processus d'approvisionnement et la mise en œuvre des contrats. La politique antifraude du PNUD se trouve à l'adresse : <a href="http://www.undp.org/content/undp/en/home/operations/accountability/audit/office_of_audit_and_investigation.html#anti">http://www.undp.org/content/undp/en/home/operations/accountability/audit/office_of_audit_and_investigation.html#anti</a></p>
<b>Cadeaux et hospitalité</b>	<p>Les soumissionnaires/vendeurs ne doivent pas offrir de cadeaux ou d'hospitalité de quelque nature que ce soit aux membres du personnel du PNUD, y compris des voyages récréatifs à des événements sportifs ou culturels, des parcs à thème ou des offres de vacances, de transport ou d'invitations à des déjeuners extravagants, des dîners ou autres. Conformément à cette politique, le PNUD : a) rejette une offre s'il détermine que le soumissionnaire choisi s'est livré à des pratiques corrompues ou frauduleuses en concurrence pour le contrat en question ; b) Déclare un vendeur inéligible, indéfiniment ou pour une période indiquée, pour obtenir un contrat s'il détermine à tout moment que le vendeur s'est livré à des pratiques corrompues ou frauduleuses en concurrence ou dans l'exécution d'un contrat du PNUD.</p>
<b>Conflit d'intérêts</b>	<p>Le PNUD exige de chaque fournisseur éventuel d'éviter et de prévenir les conflits d'intérêts, en divulguant si vous, ou l'un de vos affiliés ou de votre personnel, avez participé à la préparation des exigences, de la conception, des spécifications, des estimations de coûts et d'autres renseignements utilisés dans la présente RFQ. Les soumissionnaires doivent éviter strictement les conflits avec d'autres affectations ou leurs propres intérêts, et agir sans tenir compte des travaux futurs. Les soumissionnaires jugés en conflit d'intérêts seront disqualifiés.</p>

	<p>Les soumissionnaires doivent divulguer dans leur offre leur connaissance des éléments suivants : a) Si les propriétaires, les copropriétaires, les dirigeants, les administrateurs, les actionnaires majoritaires, de l'entité soumissionnaire ou du personnel clé qui sont des membres de la famille du personnel du PNUD impliqués dans les fonctions d'approvisionnement et/ou le gouvernement du pays ou tout partenaire d'exécution recevant des biens et/ou des services en vertu de la présente RFQ.</p> <p>L'éligibilité des soumissionnaires qui appartiennent en totalité ou en partie au Gouvernement est subordonnée à l'évaluation et à l'examen ultérieurs par le PNUD de divers facteurs tels que l'enregistrement, le fonctionnement et la gestion en tant qu'entité commerciale indépendante, l'étendue de la propriété ou de l'action du gouvernement, la réception de subventions, le mandat et l'accès à l'information concernant la présente RFQ, entre autres. Les conditions qui peuvent entraîner un avantage indu par rapport aux autres soumissionnaires peuvent entraîner le rejet éventuel de la soumission.</p>
<b>Conditions générales du contrat</b>	<p>Tout bon de commande ou tout contrat qui sera émis à la suite de la présente RFQ est soumis aux conditions générales du contrat</p> <p>Sélectionnez le GTC applicable :</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> <a href="#">General Terms and Conditions for de minimis contracts (services only, less than \$50,000)</a></p> <p>Les conditions applicables et d'autres dispositions sont disponibles sur <a href="#">UNDP/How-we-buy</a></p>
<b>Conditions spéciales du Contrat</b>	<p><input checked="" type="checkbox"/> Annulation du PO/Contrat si la livraison/l'achèvement est retardé de [15 jours]</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Autres : Les dommages et intérêts Seront appliqués comme suit : Pourcentage du prix contractuel par jour de retard et ce, à compter de la date prévue de remise du livrable : 0.2%</p>
<b>Éligibilité</b>	<p>Un vendeur qui sera engagé par le PNUD ne peut être suspendu, radié ou autrement identifié comme inéligible par une Organisation des Nations Unies, le Groupe de la Banque mondiale ou toute autre Organisation internationale. Les fournisseurs sont donc tenus de divulguer au PNUD s'ils sont soumis à une sanction ou à une suspension temporaire imposée par ces organisations. Un manquement à cette instruction peut entraîner la résiliation d'un contrat ou d'un PO délivré ultérieurement au vendeur par le PNUD.</p> <p>Il incombe au soumissionnaire de veiller à ce que ses employés, membres de coentreprises, sous-traitants, fournisseurs de services, fournisseurs et/ou leurs employés satisfassent aux critères d'admissibilité établis par le PNUD.</p> <p>Les soumissionnaires doivent avoir la capacité juridique de conclure un contrat les liant au PNUD et de livrer dans le pays, ou par l'intermédiaire d'un représentant autorisé</p>
<b>Devise de l'Offre</b>	L'offre sera établie en TND
<b>Joint-Venture, Consortium ou Association</b>	<p>Si le soumissionnaire est un groupe de personnes morales qui formeront ou ont formé une coentreprise (JV), un consortium ou une association pour l'offre, ils confirmeront dans leur offre que : (i) ils ont désigné une partie pour agir en tant qu'entité principale, dûment investie de l'autorité de lier légalement les membres de la JV, du Consortium ou de l'Association conjointement, qui sont mis en évidence par un accord dûment notarié entre les entités juridiques et présentés avec la soumission; ii) s'ils obtiennent le contrat, le contrat sera conclu, par et entre le PNUD et l'entité principale désignée, qui représentera pour et pour le compte de toutes les entités membres comprenant la coentreprise, le consortium ou l'association.</p> <p>Se référer aux articles 19 à 24 sous <a href="#">Solicitation policy</a> pour plus de détails sur les dispositions applicables sur les coentreprises, consortium ou association.</p>
<b>Une seule offre</b>	<p>Le soumissionnaire (y compris l'entité principale au nom des membres individuels d'une coentreprise, d'un consortium ou d'une association) ne soumet qu'une seule offre, soit en son nom propre, soit, si une coentreprise, un consortium ou une association, en tant qu'entité principale de cette coentreprise, consortium ou association.</p> <p>Les soumissions présentées par deux (2) ou plusieurs soumissionnaires sont toutes rejetées s'il s'agit de l'une des soumissions suivantes :</p> <p>a) ils ont au moins un associé, un administrateur ou un actionnaire de contrôle en commun ; b) l'un d'entre eux reçoit ou a reçu une subvention directe ou indirecte de l'autre ou des autres ; ou</p> <p>b) ils ont le même représentant légal aux fins du présent RFQ ;</p> <p>c) ils ont une relation entre eux, directement ou par l'intermédiaire de tiers communs, qui les met en mesure d'avoir accès à de l'information ou d'influencer sur la soumission d'un autre soumissionnaire au sujet de ce processus de RFQ ; ou</p> <p>d) ils sont sous-traitants de l'offre de l'autre, ou un sous-traitant d'une offre soumet également une autre offre sous son nom en tant que soumissionnaire principal ;</p>

	e) certains membres clés du personnel proposés pour faire partie de l'équipe d'un soumissionnaire participent à plus d'une soumission reçue pour ce processus de la QRF. Cette condition relative au personnel ne s'applique pas aux sous-traitants inclus dans plus d'une offre.
<b>Droits et taxes</b>	Article II, Section 7, de la Convention sur les privilèges et immunités prévoit, entre autres, que l'Organisation des Nations Unies, y compris le PNUD en tant qu'organe subsidiaire de l'Assemblée générale des Nations Unies, est exemptée de toutes les taxes directes, à l'exception des redevances pour les services publics, et est exemptée de restrictions douanières, de droits et de redevances de nature similaire pour les articles importés ou exportés pour son usage officiel. Toutes les cotations sont présentées déduction faite des impôts directs et des autres taxes et droits, sauf indication contraire ci-après : Tous les prix doivent : <input checked="" type="checkbox"/> Exclure la TVA et des autres taxes indirectes applicables
<b>Langue de l'offre</b>	Français Y compris la documentation comprenant les catalogues, les instructions et les manuels d'exploitation.
<b>Documents à soumettre</b>	Les soumissionnaires doivent inclure les documents suivants dans leur devis : <input checked="" type="checkbox"/> Annex 2 : Formulaire de soumission de devis dûment rempli et signé <input checked="" type="checkbox"/> Annex 3 : Offre technique et financière dûment complétée et signée et conforme au cahier des exigences de l'annexe 1 <input checked="" type="checkbox"/> Profil de l'entreprise. <input checked="" type="checkbox"/> Certificat d'enregistrement ; <input checked="" type="checkbox"/> Liste et la valeur des projets réalisés au cours des 03 dernières années ainsi que les coordonnées du client qui peuvent être contactés pour obtenir de plus amples renseignements sur ces contrats ; <input checked="" type="checkbox"/> Liste et valeur des projets en cours avec le PNUD et d'autres organisations nationales/multinationales avec les coordonnées des clients et le ratio d'achèvement actuel de chaque projet en cours ; <input checked="" type="checkbox"/> Déclaration de performance satisfaisante (certificats) des 3 meilleurs clients en termes de valeur du contrat dans un domaine similaire ; <input checked="" type="checkbox"/> CV complets et signés pour le personnel clé proposé ; <input checked="" type="checkbox"/> Note méthodologique (2 pages en français) + Chronogramme d'exécution <input checked="" type="checkbox"/> Une déclaration écrite de non-inscription sur la liste 1267/1989 du Conseil de sécurité de l'ONU, sur la liste de la division des achats de l'ONU ou sur toute autre liste d'exclusion de l'ONU
<b>Période de validité de l'offre</b>	Les devis restent valables pour 90 jours à partir de la date limite pour la soumission de l'offre.
<b>Variation de prix</b>	Aucune variation des prix due à l'escalade, à l'inflation, à la fluctuation des taux de change ou à tout autre facteur du marché ne peut être acceptée à tout moment pendant la validité de l'offre et ce après la réception de ladite offre.
<b>Soumissions partielles</b>	<input checked="" type="checkbox"/> Non autorisé
<b>Soumissions alternatives</b>	<input checked="" type="checkbox"/> Non autorisé
<b>Conditions de paiement</b>	<input checked="" type="checkbox"/> 54% à la validation des livrables 1.1.1 /1.1.2 / 1.1.3 / 1.1.4 /1.2.1 / 1.2.2 / 1.2.3 / 1.2.4 /2.1.1 / 2.1.2 / 2.1.3 / 2.1.4 / 3.1.1/3.3.1/3.3.2/3.4.1/4.1.1 / 4.2.1 / 4.3.1 / 4.4.1 <input checked="" type="checkbox"/> 46% à la validation des livrables 3.2.1/3.2.2 /3.5.1/3.6.1/3.7.1
<b>Conditions de libération du Paiement</b>	<input checked="" type="checkbox"/> Acceptation écrite des biens, services et travaux, basé sur la pleine conformité aux exigences de la RFQ
<b>Personne-ressource pour la correspondance, les notifications et les clarifications</b>	Adresse e-mail: procurement.tn@undp.org  Tout retard dans la réponse du PNUD n'est pas utilisé comme motif de prorogation du délai de présentation, à moins que le PNUD ne détermine qu'une telle prolongation est nécessaire et communique un nouveau délai aux proposant.
<b>Clarifications</b>	Les demandes de clarification des soumissionnaires ne seront plus acceptées 02 jours avant la date limite de soumission. Les réponses à la demande de clarification seront communiquées par Email dès que possible.
<b>Méthode d'évaluation</b>	<input checked="" type="checkbox"/> Le Contrat ou Bon de Commande sera attribué à l'offre la plus basse techniquement conforme
<b>Critères d'évaluation</b>	<input checked="" type="checkbox"/> Respect total de toutes les exigences visées à l'annexe 1 <input checked="" type="checkbox"/> Acceptation complète des conditions générales du contrat
<b>Droit de ne pas accepter d'offres</b>	Le PNUD n'est pas tenu d'accepter un devis, ni d'attribuer un contrat ou un bon de commande

<b>Droit de modifier l'exigence au moment de l'attribution</b>	Au moment de l'attribution du contrat ou du bon de commande, Le PNUD se réserve le droit de modifier (augmenter ou diminuer) la quantité de services et/ou de marchandises, jusqu'à vingt-cinq pour cent (25% maximum) de l'offre totale, sans modification du prix unitaire ou d'autres modalités.
<b>Type de contrat à attribuer</b>	<input checked="" type="checkbox"/> Bon de Commande <input checked="" type="checkbox"/> <a href="#">Contract Face Sheet</a> (Biens et services)
<b>Date prévue pour l'attribution du contrat.</b>	25 July 2022
<b>Publication de l'attribution du contrat</b>	Le PNUD publiera les attributions de contrats d'une valeur de 100 000 USD et plus sur les sites Web du CO et du site Web global du PNUD.
<b>Politiques et procédures</b>	Cette RFQ est menée conformément aux <a href="#">UNDP Programme and Operations Policies and Procedures</a>
<b>Enregistrement UNGM</b>	Tout contrat résultant de cet exercice RFQ sera subordonné à l'enregistrement du fournisseur au niveau approprié sur le site Web du Marché mondial des Nations Unies (UNGM) à l'adresse suivante : <a href="http://www.ungm.org">www.ungm.org</a> . Le soumissionnaire peut toujours soumettre un devis même s'il n'est pas enregistré auprès de l'UNGM, toutefois, si le soumissionnaire est sélectionné pour l'attribution du contrat, le soumissionnaire doit s'inscrire à l'UNGM avant la signature du contrat.

## ANNEXE 1: CAHIER DES EXIGENCES

**A.** Informations générales

Projet	« Appui à la sécurité communautaire et à la réforme Institutionnelle du secteur de la sécurité
Titre de la consultation	Un bureau d'études en charge de de l'appui à la mise en œuvre, à la documentation et la capitalisation de l'intervention relative à la VFF et à l'intégration du genre
Période de mise en œuvre du projet	26 décembre 2019 – 31 décembre 2022
Bailleur	Pays-Bas , Canada, US-INL
Organisations UN en charge de la mise en œuvre	PNUD
Durée de la prestation	164 jours ouvrables à compter de la date de signature du contrat, étalés sur une période 6 mois
Pays – zone d'intervention de la prestation	Essentiellement à Tunis avec des déplacements (détaillés plus bas)
Langues requises Langue de rédaction du rapport	Français et arabe (littéraire ou tunisien parlé) Rapport : Français

**B.** Contexte

Malgré les avancées réalisées par la Tunisie dans son processus de démocratisation, le pays reste confronté à différents défis qui compromettent les avancées enregistrées dans le processus de transition démocratique et affecte sa reprise économique générale ainsi que son processus de transition démocratique. En effet, la Tunisie est exposée à (i) la menace posée par la persistance de certains groupes terroristes en Tunisie, principalement dans les régions frontalières du pays, (ii) à des retards dans la mise en place de certaines réformes, notamment celle du secteur de la sécurité et (iii) à une dynamique de développement déséquilibrée privilégiant les zones urbaines ou péri-urbaines côtières aux zones rurales de l'intérieur du pays et marginalisant des pans entiers de la société tunisienne, en particulier les femmes.

Afin de contribuer à apporter une réponse préventive à ces défis, le projet d'« Appui à la sécurité communautaire et à la réforme Institutionnelle du secteur de la sécurité» mis en œuvre en partenariat avec le ministère de l'intérieur, vise à consolider et opérationnaliser la gouvernance et les réformes juridiques et institutionnelles du secteur de la sécurité en Tunisie à travers l'ancrage de l'approche tunisienne de police de proximité, la promotion des capacités du Ministère de l'Intérieur et de la résilience communautaire face à toutes les formes de criminalités et violences au sein de la communauté ainsi que l'intégration de l'approche genre et de l'égalité des chances dans tous les aspects organisationnels et opérationnels du travail sécuritaire.

Le projet intervient d'une part, à un niveau institutionnel et national, mais également à un niveau local et régional dans des localités pilotes<sup>1</sup> et dans le gouvernorat pilote de Médenine pour l'implantation de l'approche

<sup>1</sup> Bizerte sud ,Ferna , Marsa ouest , Sidi Hassine , Naassen , Manaret Hammamet, Sousse khezama, Sakiet Ezzit ,Sidi Ali Ben Oun , Médenine Nord, Médenine Sud, Boughrara ( Mednine Sud ), Sidi Makhlouf , Beni khedeche, Zarzis ,Houmet Souk, Midoun ,Ben Guerdane

tunisienne de la police de proximité et sur les Unités Spécialisées en matière d'enquête sur les crimes de violences faites aux femmes et aux enfants.

Le projet vise l'atteinte des produits clés suivants :

- Produit 1 : Les institutions clés du Ministère de l'Intérieur et le cadre juridique et institutionnel du secteur de la sécurité sont renforcés ;
- Produit 2 : Le processus de modélisation et de généralisation de l'approche tunisienne de la police de proximité est renforcé ;
- Produit 3 : Les capacités de prévention de la violence au sein de la communauté sont renforcées ;
- Produit 4 : L'intégration de l'approche genre et de l'égalité des chances au sein du Ministère de l'Intérieur est consolidée.

A ce jour, le projet a pu dans le cadre de sa troisième phase de mise en œuvre apporter une contribution sur les axes suivants :

1) Renforcement de la redevabilité du secteur de la sécurité à travers la promotion des mécanismes de contrôle (Produit 1)

- Développement du cadre juridique et institutionnel : ce travail de fonds est mené par le groupe de travail « Inspection » composé de sept représentant.e.s des services de gouvernance et des inspections générales en charge de l'élaboration du texte juridique relatif aux CLS ; Une politique ministérielle relative aux inspections et à la gestion des plaintes ; Un guide de procédures opérationnelles standards d'inspection et de contrôle interne ; Un projet de code de conduite et de déontologie des inspecteur.rice.s et auditeurs ; Un Guide de procédures disciplinaires et Un projet de statut particulier pour les inspecteur.rice.s du Ministère de l'Intérieur. L'année 2022 sera dédiée à la finalisation de ces documents et à mener les consultations internes au sein du ministère pour aboutir à une version participative et garantir l'appropriation des nouveaux textes.

- Opérationnalisation des mécanismes de gestion du Ministère de l'Intérieur à travers la mise en place d'outils qui contribuent au renforcement de la redevabilité, à l'amélioration du service fourni aux citoyens. Il s'agit notamment du tableau de bord de gestion qui a été généralisé à l'ensemble des postes du gouvernorat pilote de Médenine, mais également l'application relative gestion des plaintes, l'application de cartographie criminelle et PV électronique qui seront opérationnalisés pendant l'année 2022.

- Le renforcement des compétences des FSI et notamment des inspecteurs en matière de gouvernance de droit de l'Homme et de communication afin d'accompagner le changement qui se fait au niveau juridique et institutionnel afin de minimiser la résistance au changement qui accompagne nécessairement tous les projets de réforme et garantir l'appropriation.

2) L'approche tunisienne de la police de proximité est modélisée et généralisée au niveau des gouvernorats de Médenine, Gabès et Tataouine (Produit 2)

- Au-delà de la réhabilitation des postes pilotes au niveau des gouvernorats ciblés (Médenine en premier lieu en tant que gouvernorat pilote mais également Tataouine et Gabès) , la généralisation de l'approche de police de proximité inclut un volet important de renforcement de capacités des FSI en la matière et la mise en place des comités locaux de sécurité communautaire (CLS) en tant que mécanisme participatif qui contribue à la consolidation des 4 piliers de l'approche de police de proximité et qui portent sur (i) le partenariat (ii) le travail préventif et l'action orientée vers la résolution de problème (iii) la communication avec les citoyens et (iv) le service de qualité.

Il est prévu pour l'année 2022, de finaliser les travaux du poste de Police Zarzis Mouensa et d'un 20ème poste pilote qui sera dans le gouvernorat de Tataouine ou bien Gabès.

L'enjeu également cette année consiste à travailler d'une part sur l'autonomisation des CLS et leur professionnalisation en renforçant leurs capacités en matière de diagnostic et d'élaboration de plan d'action et la mise en œuvre d'action dans le cadre de ce dit plan mais également sur leur institutionnalisation à travers la finalisation des travaux sur le cadre légal CLS et sur le cadre référentiel relatif à l'implantation de la police de proximité (organigrammes, fiches de description des postes, des fonctions et des compétences, mise à jour des SOPs) .

- Le renforcement des capacités des FSI en matière de police de proximité notamment à travers la Mobile training team (MTT) mise en place au sein du MI pour assurer la durabilité de l'intervention.

- Le renforcement des structures chargées de l'accueil des citoyens à travers la réhabilitation d'espaces citoyens actuellement au nombre de 3 et auxquels viendront d'ajouter un 4ème à Djerba mais également à travers le

renforcement de capacités des FSI en matière d'accueil et de communication interpersonnelle incluant l'élaboration participative de produits de connaissance qui pourront être utilisés par les MTT.

3) Les acteurs et actrices au niveau local disposent de capacités et d'outils renforcés pour mieux prévenir la violence au niveau communautaire (Produit 3)

Il s'agit essentiellement pour ce produit de renforcer les compétences des FSI et des CLS de manière générale en matière de prise en charge des femmes et enfants victimes de violence ( y compris la réhabilitation d'unités spécialisées dans les enquêtes de crime de VFF) mais également à travers l'élaboration de diagnostics sur les phénomènes de violence dans l'espace public comme le Women Safety Audit ( WSA) entamé en 2021, et de la violence de les milieux sportif et scolaire à travers des mécanismes participatifs afin des dégager des actions concrètes qui pourront être mise en place à travers les CLS pour répondre aux défis identifiés.

4) Le Ministère de l'intérieur dispose d'une stratégie et de capacités pour renforcer l'intégration du genre et l'égalité des chances entre les sexes (Produit 4)

Ayant déjà appuyé le MI et notamment le comité de pilotage de la stratégie genre du ministère dans l'élaboration et de le plan sectoriel pendant les années 2020 et 2021, il s'agit au cours de cette année d'apporter un appui pour leur mise en œuvre à travers essentiellement le renforcement de capacités du comité de pilotage et des cellules sectorielles et commissions techniques pour assurer l'efficacité de la mise en œuvre de la stratégie et mais également son suivi et évaluation à travers la mise en place d'un mécanisme dédié.

Il est également question pendant l'année 2022, d'appuyer le ministère pour renforcer l'égalité des chances essentiellement en ce qui concerne l'accès aux postes de responsabilité, à travers le renforcement de l'égalité des chances dans la gestion des ressources humaines et la formation et développement des compétences de commandement et de gestion chez les femmes travaillant au MI qui ont été entamés en 2021. Il s'agit également pour cette année de continuer l'appui apporté à la participation active de la femme au sein du ministère de l'Intérieur dans la prévention de l'extrémisme violent et sa contribution à la dissémination de la culture de la paix et de la cohésion sociale dans le cadre de résolution 1325.

C'est dans ce cadre que le projet désire recruter un cabinet d'expertise national pour la capitalisation et la documentation des réalisations du Ministère de l'intérieur relatifs à la mise en œuvre du plan RCS 1325 , du plan d'intégration genre et de l'égalité des chances et de la stratégie ministérielle sur la prévention de la violence faite aux femmes. Il s'agira également d'appuyer et d'accompagner le ministère de l'Intérieur dans certaines activités en l'occurrence l'organisation de la Conférence Africaine sur la sécurité humaine sur les volets genre et violence faite aux femmes

### **C. Objectif de la mission**

Cette mission a pour objectif principal d'apporter un appui au projet " Appui à la sécurité communautaire et à la réforme Institutionnelle du secteur de la sécurité" portant sur la mise en œuvre, la documentation et la capitalisation de l'intervention relative à la VFF et à l'intégration du genre au sein du ministère de l'intérieur.

Il s'agit plus particulièrement de contribuer à la :

1. Capitalisation et documentation des réalisations relatives à la mise en œuvre du plan sectoriel 1325 du ministère de l'intérieur et dans et dans la mise en œuvre du plan sectoriel d'intégration genre et de l'égalité des chances.
2. Capitalisation et documentation de l'ensemble des réalisations du ministère en termes de prévention de la violence faites aux femmes et l'appui aux unités spécialisées dans les enquêtes et crimes de violences faites aux femmes et aux enfants
3. Appui dans la mise en œuvre des activités relatives au genre et aux Violences faites aux femmes
4. Appui et accompagnement du ministère de l'intérieur pour l'organisation de la Conférence Africaine sur la sécurité humaine, essentiellement enc e qui concerne les volets relatifs au genre et les violences faites aux femmes

### **D. Description des prestations tâches demandés**

1. Capitalisation et documentation des réalisations relatives à la mise en œuvre du plan sectoriel 1325 et dans la mise en oeuvre du plan sectoriel d'intégration genre et de l'égalité des chances.

1.1 Capitalisation et documentation des réalisations relatives à la mise en œuvre du plan sectoriel 1325 du ministère de l'intérieur

L'élaboration d'un état des lieux global de l'ensemble des réalisations (cadre juridique, formations, activités). La capitalisation prendra également en considération :

- la stratégie nationale 1325.
- L'état des résultats de la mise en œuvre du plan sectoriel de la RCS 1325, des synergies entre les plans sectoriel et le plan national,

Le processus détaillé de la mise en œuvre du plan sectoriel 1325 (parties prenantes, structure responsable, sources d'information, informations nécessaires pour l'exécution et l'avancement des actions, programmes et types de formations...)

1.2 Capitalisation de documentation des réalisations du ministère de l'intérieur en matière de la mise en œuvre du plan sectoriel d'intégration genre et de l'égalité des chances.

2. Capitalisation et documentation de l'ensemble des réalisations du ministère en termes de prévention de la violence faites aux femmes et l'appui aux unités spécialisées dans les enquêtes et crimes de violences faites aux femmes et aux enfants

2.1 Capitalisation et documentation de l'ensemble des réalisations du ministère en termes de prévention de la violence faites aux femmes et d'appui aux unités spécialisées dans les enquêtes et crimes de violences faites aux femmes et aux enfants

Ce livrable devra prendre en compte le processus détaillé de la mise en place des unités spécialisées dans les enquêtes sur les crimes de violences faites aux femmes et aux enfants (parties prenantes, structures responsables, sources d'information, informations nécessaires pour l'exécution et l'avancement des actions, programmes et types de formations, modélisation d'une unité pilote...)

2.2 Elaboration du rapport de modélisation des Unités spécialisées dans les enquêtes sur les crimes des violences faites aux femmes et aux enfants incluant le volet architectural/infrastructure, équipement, ressources humaines y compris les besoins en renforcement de capacités

L'élaboration de ce livrable doit prévoir l'intervention d'un architecte pour couvrir les volets architecturaux.

3. Appui dans la mise en œuvre des activités relatives au genre et aux Violences faites aux femmes

3.1 L'élaboration d'un plan et d'un programme pour le renforcement de capacités des différents comités et structures concernés à l'approche genre et à la sensibilisation de l'importance de la stratégie sectorielle au niveau des structures et établissements relevant du Ministère de l'Intérieur

3.2 Appui dans la conceptualisation des activités prévues dans le cadre des 16 jours d'activisme contre les violences faites aux femmes

Cette tâche inclus :

- Préparation du concept de la campagne des 16 jours à mettre en œuvre en partenariats avec les comités locaux de sécurité
- Appui à la préparation, la mise en œuvre et la documentation de 4 exercices de simulation dans les centres de simulation des écoles de formation de la garde nationale et la sûreté nationale.

3.3 Préparation d'une mallette pédagogique sur le genre au profit du groupe de formateurs genre du ministère de l'intérieur prenant en compte les particularités de chaque corps du ministère

3.4 Elaboration du guide d'utilisation du matériel d'audition des mineures victimes d'agressions sexuelles

- 3.5 Préparation et animation de sessions de formation au profit du groupe de formateurs du MI sur le plaidoyer sensible au genre
- 3.6 Conceptualisation et formation en matière de cyberviolence au profit des unités spécialisées dans les enquêtes sur les crimes de violences faites aux femmes et aux enfants
- 3.7 Conceptualisation et préparation de contenu pour l'atelier conjoint de coordination et de renforcement des capacités au profit des ministères de la justice et de l'intérieur sur le volet de prise en charge des crimes de violence faite aux femmes et aux enfants
4. Appui et accompagnement du ministère de l'intérieur pour l'organisation de la Conférence Africaine sur la sécurité humaine sur les volets relatifs au genre et à la violence faite aux femmes. Il s'agit de la :
- 4.1 Préparation et la documentation des panels portant sur l'axe genre et VFF prévus dans l'agenda de la conférence (identification des axes, identification des intervenants, préparation du narratif, élaboration des comptes rendu)
- 4.2 Modération et élaboration du compte rendu du panel portant sur les Accomplissements en matière de Droits humains et genre dans le cadre de la police de proximité (Plan sectoriel de l'approche genre , Plan sectoriel RCS 1325 , Violences faites aux femmes)
- 4.3 Intervention dans le cadre du panel portant sur la cyber violence et documentation des différentes intervention et des recommandations

#### E. Modalités de mise en œuvre

Le bureau d'études devra compléter sa mission pour une durée totale de 161 jours étalées sur une période de 6 mois. Le travail sera effectué essentiellement à distance (exclusion faites des réunions de cadrage avec l'équipe de projet et les partenaires, les ateliers en dehors de Tunis et les focus groups avec les partenaires)

Tous les livrables et les rapports seront envoyés et validés à distance

Pour le bon déroulement de la mission, le bureau d'études travaillera en étroite collaboration avec le Conseiller Technique Principal (CTP), l'équipe du projet (Chargée de suivi évaluation, les experts techniques et la gestionnaire du projet). La mission doit être réalisées selon une méthodologie participative et en concertation avec les différentes parties prenantes au projet.

Le CTP et l'équipe de projet aideront à relier le bureau d'études aux partenaires de développement, aux bénéficiaires et aux principales parties prenantes. La responsable M&E garantira l'assurance qualité et orientera le bureau d'études pour le respect des normes du PNUD.

NB : Les frais d'organisation de tout atelier ou réunion à conduire dans le cadre de l'étude seront pris en charge par le PNUD et ne doivent pas figurer dans l'offre financière du soumissionnaire.

#### F. LIVRABLES

Résultats attendus	Livrables	Nombre H/J	Validation
1. Capitalisation et documentation des réalisations relatives à la mise en œuvre du plan sectoriel 1325 et dans la mise en oeuvre du plan sectoriel d'intégration genre et de l'égalité des chances.			
1.1 Capitalisation et documentation des réalisations relatives à la mise en œuvre du plan sectoriel 1325 du ministère de l'intérieur	1.1.1 Entretien avec l'équipe du projet du PNUD	1j	CTP du Projet
	1.1.2 Entretien avec le groupe ministériel en charge de VFF et la RCS 1325	3j	
	PV des réunions des réunions avec les différentes parties prenantes		

	1.1.3 Revue de la documentions du plan sectoriel de la RCS 1325 et des documents en rapport avec la stratégie du MI relative à la prévention de la violence faites aux femmes et aux enfants.  Synthèse des documents	4j	
	1.1.4 Rapport de capitalisation : Etat des lieux globaux de l'ensemble des réalisations (cadre juridique, formations, activités) relatif au plan sectoriel de la RCS 1325	3j	
1.2 Capitalisation de documentation des réalisations du ministère de l'intérieur en matière de la mise en oeuvre du plan sectoriel d'intégration genre et de l'égalité des chances.	1.2.1 Entretien avec l'équipe du projet du PNUD	1j	
	1.2.2 Entretien avec le groupe ministériel en charge de la mise en œuvre du plan sectoriel d'intégration genre et de l'égalité des chances.  PV des réunions des réunions avec les différentes parties prenantes	3j	
	1.2.3 Revue de la documentions du plan sectoriel d'intégration genre et de l'égalité des chances.  Synthèse des documents	4j	
	1.2.4 Rapport de capitalisation	3j	
Total axe 1		22j	
2. Capitalisation et documentation de l'ensemble des réalisations du ministère en termes de prévention de la violence faites aux femmes et l'appui aux unités spécialisées dans les enquêtes et crimes de violences faites aux femmes et aux enfants			
2.1 Capitalisation et documentation de l'ensemble des réalisations du ministère en termes de prévention de la violence faites aux femmes et d'appui aux unités spécialisées dans les enquêtes et crimes de violences faites aux femmes et aux enfants	2.1.1 Entretien avec l'équipe du projet du PNUD	1j	
	2.1.2 Entretien avec le groupe ministériel en charge de VFF  PV des réunions des réunions avec les différentes parties prenantes	3j	
	2.1.3 Rapport de capitalisation et de documentation de l'ensemble des réalisations du ministère en termes de prévention de la violence faites aux femmes et d'appui aux unités spécialisées dans les enquêtes et crimes de violences faites aux femmes et aux enfants	3j	
	2.1.4 Revue du processus détaillée de mise en place des unités spécialisées dans les enquêtes sur les violences faites aux femmes.  -Rapport de synthèse	4j	
2.2 Elaboration du rapport de modélisation des Unités spécialisées dans les enquêtes sur les crimes des violences	2.2.1 Entretien avec les représentant.e.s du MI en charge des unités spécialisées.	1j	CTP du Projet

faites aux femmes et aux enfants incluant le volet architectural/infrastructure, équipement, ressources humaines y compris les besoins en renforcement de capacités	2.2.2 Visite de terrain des deux unités pilotes de VFF	3j	
	2.2.3 Elaboration du rapport de modélisation des Unités spécialisées dans les enquêtes sur les crimes des violences faites aux femmes et aux enfants incluant le volet architectural/infrastructure, équipement, ressources humaines y compris les besoins en renforcement de capacités  Y compris l'intervention de l'architecte pour 8 jours de travail	16j	
Total axe 2		31j	
3. Appui dans la mise en œuvre des activités relatives au genre et aux Violences faites aux femmes			
3.1 L'élaboration d'un plan et d'un programme pour le renforcement de capacités des différents comités et structures concernés à l'approche genre et à la sensibilisation de l'importance de la stratégie sectorielle au niveau des structures et établissements relevant du Ministère de l'Intérieur	3.1.1 Entretiens avec les personnes ressources issues des différents comités et structures concernées pour recenser les besoins  - L'élaboration d'un plan de renforcement de capacités	5j	CTP du Projet
3.2 Appui dans la conceptualisation des activités prévues dans le cadre des 16 jours d'activisme contre les violences faites aux femmes	3.2.1 Préparer le concept de la campagne des 16 jours à mettre en œuvre en partenariats avec les comités locaux de sécurité	3j	
	3.2.2 Appuyer la préparation, la mise en œuvre et la documentation de 4 exercices de simulation dans les centres de simulation des écoles de formation de la garde nationale et la sûreté nationale. (5 jours par consultant pour chaque simulation : 1 j Préparation : 4j + mise en œuvre  Ce livrable prévoit l'intervention de 2 consultants : chef de projet + expert GBV Donc le total de jour de travail à prévoir est de : 5j * 2 (nombre de consultants) * 4 (nombre des simulations jours) = 40 jours	40j	
3.3 Préparation d'une mallette pédagogique sur le genre au profit du groupe de formateurs genre du ministère de l'intérieur prenant en compte les particularités de chaque corps du ministère	3.3.1 Préparation de la première version de la mallette	5j	
	3.3.2 Atelier de restitution et de validation	4j	

3.4 Elaboration du guide d'utilisation du matériel d'audition des mineures victimes d'agressions sexuelles	3.4.1 Le guide d'utilisation du matériel d'audition des mineures victimes d'agressions sexuelles	5j	
3.5 Préparation et animation de sessions de formation de formateurs au profit du groupe de formateurs du MI sur le plaidoyer sensible au genre	3.5.1 Préparation du support de formation - Animation des deux ateliers (de 5 jours chacun) - Rapport de la formation incluant une évaluation pré et post formation	2j 10j 2j	
3.6 Conceptualisation et formation en matière de cyberviolence au profit des unités spécialisées dans les enquêtes sur les crimes de violences faites aux femmes et aux enfants	3.6.1 Préparation du support de formation - Animation des trois ateliers (de 4 jours chacun) - Rapport de la formation incluant une évaluation pré et post formation	2j 12j 2j	
3.7 Conceptualisation et préparation de contenu pour l'atelier conjoint de coordination et de renforcement des capacités au profit des ministères de la justice et de l'intérieur sur le volet de prise en charge des crimes de violence faite aux femmes et aux enfants	3.7.1 Préparation du concept ( y compris agenda et Identification des participants et des intervenants) - Animation d'une session sur les leçons apprises de la simulation du circuit de prise en charge des femmes victimes de violence avec un focus sur le volet de coordination entre les deux ministères de l'intérieur et de la justice - Modération de l'atelier	2j 4j	
Total axe 3		98 j	
4. Appui et accompagnement du ministère de l'intérieur pour l'organisation de la Conférence Africaine sur la sécurité humaine sur les volets relatifs au genre et à la violence faite aux femmes.			
4.1 Préparation et documentation des panels portant sur l'axe genre et VFF prévus dans l'agenda de la conférence (, élaboration de compte rendu) genre et à la violence faite aux femmes	4.1.1 Préparation : identification des axes, identification des intervenants, préparation du narratif - Comptes rendu et recommandations de deux panels	2j 1j	
4.2 Appui au ministère de l'intérieur dans l'élaboration des présentations des panélistes intervenants	4.2.1 -Réunion de préparation avec les panélistes intervenants - Coaching et finalisation des présentations sur les thématiques du genre et de la violence faite aux femmes portant sur l'expérience tunisienne en matière de prévention de la VFF à travers le mécanisme de police de proximité	1j 3j	CTP du Projet

4.3 Modération et élaboration du compte rendu du panel portant sur les Accomplissements en matière de Droits humains et genre dans le cadre de la police de proximité (Plan sectoriel de l'approche genre , Plan sectoriel RCS 1325 , Violences faites aux femmes)	4.3.1 Préparation et Modération du panel -Elaboration du compte rendu	2j 1j	
4.4 Intervention dans le cadre du panel portant sur la cyber violence et documentation des différentes intervention et des recommandations	4.4.1 Préparation de l'intervention et présentation -Elaboration du compte rendu du panel	2j 1j	
Total axe 4		13j	
TOTAL		164 j	

### G. PLANNING DE MISE EN OEUVRE ET MODALITES DE PAIEMENT

#### Planning de mise en œuvre

Livrables	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre
1.1.1/1.1.2/1.1.3/1.1.4						
1.2.1/1.2.2/1.2.3/1.2.4						
2.1.1/2.1.2/2.1.3/2.1.4						
2.2.1/2.2.2/2.2.3						
3.1.1						
3.2.1/3.2.2						
3.3.1/3.3.2						
3.4.1						
3.5.1						
3.6.1						
3.7.1						
4.1.1/4.2.1/4.3.1/4.4.1						

#### Modalité de paiement

Livrables	Nombre de jours	Délais de remise des livrables	% de paiement
1.1.1 / 1.1.2 / 1.1.3 / 1.1.4 / 1.2.1 / 1.2.2 / 1.2.3 / 1.2.4 / 2.1.1 / 2.1.2 / 2.1.3 / 2.1.4 / 2.2.1 / 2.2.2 / 3.1.1 / 3.3.1 / 3.3.2 / 3.4.1 / 4.1.1 / 4.2.1 / 4.3.1 / 4.4.1	88 jours	3 mois après la signature du contrat	54% du montant total des honoraires
3.2.1 / 3.2.2 / 3.5.1 / 3.6.1 / 3.7.1	76 jours	6 mois après la signature du contrat	46% du montant total des honoraires

#### H. Bureau d'études, Composition de l'équipe en charge de la mission et compétences requises

Le bureau d'étude doit avoir :

- Au moins 5 ans d'expérience de conseil auprès des institutions publiques dans le domaine de l'intégration du Genre et de la prévention de la violence à l'égard des femmes
- Avoir au moins 1 expérience en développement de projets et dans le domaine sécuritaire en général et policier en particulier
- Avoir au moins 2 expériences dans l'évaluation et/ou l'élaboration d'un cadre de suivi pour une stratégie nationale, un plan de développement et/ou une politique publique.
- Excellentes capacités d'analyse et de rédaction de rapports
- La connaissance du terrain serait un atout (notamment une expérience dans le gouvernorat de Médenine)
- Une expérience antérieure avec le PNUD ou d'autres agences onusiennes ou partenaires techniques et financier serait un atout.

Pour la réalisation de la mission décrite dans les présents termes de référence, le soumissionnaire proposera une équipe composée au moins de quatre (04) experts ayant les profils suivants :

##### Profil 1 : Expert.e Genre – Chef de projet

- Diplôme dans un domaine pertinent tel que : sciences sociales, psychologie, administration publique, droit, sciences policières, sciences criminelles, administration publique, ou équivalents
- 5 expériences dans le domaine de conseil auprès des institutions publiques dans le domaine de l'intégration du genre et la prise en charge de femmes victimes de violence.
- 2 expériences acquises dans l'animation d'une dynamique multi-acteur (institutionnels, privé, associatifs) et la construction et le suivi de partenariats stratégiques.
- 1 expérience dans l'élaboration d'étude de faisabilité ou de guide de procédure pour des mécanismes multi-acteurs
- 2 expériences en matière de formations ou de production de supports de formations en matière de lutte, de prévention ou de prise en charge de la violence faite aux femmes
- Excellente maîtrise de l'arabe et du français.

##### Profil 2 : Expert.e VBG

- Diplôme dans un domaine pertinent tel que : administration publique, sciences sociales, statistiques et traitement de l'information ou domaine pertinent pour la mission.
- 5 expériences dans le domaine du suivi et évaluation dans les organisations internationales, les institutions ou des associations
- Excellente maîtrise de l'arabe et du français.

Profil 3: Expert en suivi/évaluation

- Diplôme dans un domaine pertinent tel que : administration publique, sciences sociales, statistiques et traitement de l'information ou domaine pertinent pour la mission.
- 5 ans d'expérience avérée dans le domaine du suivi et évaluation dans les organisations internationales, les institutions ou des associations
- Excellente maîtrise de l'arabe et du français.

Profil 4 : Architecte

- Diplôme national d'architecte
- Au moins 2 expériences de conception et d'aménagement d'un espace public
- Expérience dans l'élaboration de rapport (capacités rédactionnelle et d'analyse)

Le bureau d'études fournira les CV des profils cités plus haut détaillant leurs expériences en lien avec les critères susmentionnés.

## I. SOUMISSION DES DOCUMENTS & EVALUATION DES OFFRES

- Les bureaux d'études intéressés par cette consultation doivent soumettre les documents suivants :

1- Documents administratifs tels que listés dans la section 2 du présent document

2- Documents techniques

- Une proposition de méthodologie de travail (pas plus que quatre pages en langue française) comprenant un chronogramme d'exécution
- CV des quatre membres de l'équipe qui seront affectés à cette mission incluant au moins 3 les références

3- Offre financière selon le modèle de l'annexe 3

- Critères d'évaluation minimaux :

L'évaluation technique de la soumission se fera sur la base des éléments suivants :

- Les critères requis pour le bureau d'études et pour les 4 profils demandés pour mettre en œuvre la mission ( comme listés ci-dessus)
- L'évaluation de la proposition technique qui doit satisfaire les critères suivants :
  - Méthodologie adaptée à la nature de chaque type de livrables
  - Chronogramme de mise en œuvre cohérent et adapté aux délais annoncés plus haut

## ANNEXE 2: FORMULAIRE DE SOUMISSION DE L'OFFRE

Les soumissionnaires sont priés de remplir ce formulaire, y compris le profil de la société et la déclaration du soumissionnaire, de le signer et de le retourner dans le cadre de leur devis ainsi que l'annexe 3 : Offre technique et financière. Le soumissionnaire remplit ce formulaire conformément aux instructions indiquées. Aucune modification de son format n'est autorisée et aucune substitution n'est acceptée.

Nom du soumissionnaire :		
RFQ reference:	RFQ 2022-58 : Recrutement d'un bureau d'études en charge de l'appui à la mise en œuvre, la documentation et la capitalisation de l'intervention relative à la VFF et à l'intégration du genre auprès du projet : «Appui à la sécurité communautaire et à la réforme Institutionnelle du secteur de la sécurité »	Date:

## Profil de l'entreprise

Description	Détail
Nom légal du soumissionnaire ou de l'entité principale pour les JV	
Adresse juridique, Ville, Pays	
Website	
Année d'enregistrement	
Structure juridique	
Êtes-vous un vendeur enregistré UNGM ?	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non Si oui, Insérer le numéro de fournisseur UNGM
Certification d'assurance de la qualité (p. ex. ISO 9000 ou équivalent) (Si oui, fournir une copie du certificat valide) :	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Votre entreprise détient-elle une accréditation telle que la loi ISO 14001 ou l'ISO 14064 ou l'équivalent lié à l'environnement ? (Si oui, fournissez une copie du certificat valide) :	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Votre entreprise a-t-elle une déclaration écrite de sa politique environnementale ? (Si oui, fournissez une copie)	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Votre organisation fait-elle preuve d'un engagement important envers la durabilité par d'autres moyens, par exemple des documents de politique internes de l'entreprise sur	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non



Oui	Non	
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<b>Interdictions, sanctions:</b> Je/Nous déclarons par les présentes que notre entreprise, ses filiales, filiales ou employés, y compris les membres de JV/Consortium ou les sous-traitants ou fournisseurs pour une partie quelconque du contrat n'est pas sous interdiction d'achat par l'Organisation des Nations Unies, y compris, mais sans s'y limiter, les interdictions découlant du Recueil des listes de sanctions du Conseil de sécurité des Nations Unies et n'ont pas été suspendus, radiés, sanctionnés ou autrement identifiés comme non admissibles par aucune Organisation des Nations Unies ou le Groupe de la Banque mondiale ou toute autre Organisation internationale.
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<b>Faillite :</b> Je/Nous n'avons pas déclaré faillite, nous ne sommes pas impliqués dans des procédures de faillite ou de mise sous séquestre, et il n'y a pas de jugement ou d'action en justice en cours contre eux qui pourraient nuire à leurs opérations dans un avenir prévisible.
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<b>Période de validité de l'offre :</b> Je/Nous confirmons que ce devis, y compris le prix, reste ouvert à l'acceptation de la validité de l'offre.
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Je /Nous comprenons et reconnaissons que vous n'êtes pas tenu d'accepter toute offre que vous recevrez, et nous certifions que les marchandises offertes dans notre devis sont nouvelles et inutilisées.
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	En signant cette déclaration, le signataire ci-dessous représente, justifie et convient qu'il a été autorisé par l'Organisation à faire cette déclaration en son nom.

Signature: \_\_\_\_\_

Nom:

Titre:

Date:

## ANNEXE 3 : OFFRE TECHNIQUE ET FINANCIÈRE – SERVICES

Les soumissionnaires sont priés de remplir ce formulaire, de le signer et de le retourner dans le cadre de leur devis ainsi que du formulaire de soumission de l'annexe 2. Le soumissionnaire remplit ce formulaire conformément aux instructions indiquées. Aucune modification de son format n'est autorisée et aucune substitution n'est acceptée.

Nom du soumissionnaire :	
RFQ reference:	RFQ 2022-58 : Recrutement d'un bureau d'études en charge de l'appui à la mise en œuvre, la documentation et la capitalisation de l'intervention relative à la VFF et à l'intégration du genre auprès du projet « Appui à la sécurité communautaire et à la réforme Institutionnelle du secteur de la sécurité»  Date:

**Offre technique (Merci de vous référer à la section H-paragraphe I et à la section J de l'annexe 1)**

Fournir les éléments suivants :

1. Une brève description de votre qualification, de votre capacité et de votre expertise pertinente au mandat.
2. Une méthodologie, une approche et un plan de mise en œuvre brefs ;
3. Composition de l'équipe et CV du personnel clé

**Offre financière**

Fournissez une somme forfaitaire pour la prestation des services indiqués dans le mandat de votre offre technique. Le montant forfaitaire devrait inclure tous les coûts de préparation et de prestation des Services. Tous les tarifs journaliers sont basés sur une journée de travail de huit heures.

L'offre doit inclure les frais de déplacement est d'hébergement inhérent à la mise en œuvre de la mission

**Monnaie de l'offre:**

Ref	Description	Prix total
1.1.1	Entretien avec l'équipe du projet du PNUD	
1.1.2	Entretien avec le groupe ministériel en charge de VFF et la RCS 1325 PV des réunions des réunions avec les différentes parties prenantes	
1.1.3	Revue de la documentions du plan sectoriel de la RCS 1325 et des documents en rapport avec la stratégie du MI relative à la prévention de la violence faites aux femmes et aux enfants. Synthèse des documents	
1.1.4	Rapport de capitalisation : Etat des lieux globaux de l'ensemble des réalisations (cadre juridique, formations, activités) relatif au plan sectoriel de la RCS 1325	
1.2.1	Entretien avec l'équipe du projet du PNUD	
1.2.2	Entretien avec le groupe ministériel en charge de la mise en œuvre du plan sectoriel d'intégration genre et de l'égalité des chances. PV des réunions des réunions avec les différentes parties prenantes	
1.2.3	Revue de la documentions du plan sectoriel d'intégration genre et de l'égalité des chances. Synthèse des documents	
1.2.4	Rapport de capitalisation	

2.1.1	Entretien avec l'équipe du projet du PNUD	
2.1.2	Entretien avec le groupe ministériel en charge de VFF PV des réunions des réunions avec les différentes parties prenantes	
2.1.3	Rapport de capitalisation et de documentation de l'ensemble des réalisations du ministère en termes de prévention de la violence faites aux femmes et d'appui aux unités spécialisées dans les enquêtes et crimes de violences faites aux femmes et aux enfants	
2.1.4	Revue du processus détaillée de mise en place des unités spécialisées dans les enquêtes sur les violences faites aux femmes. Rapport de synthèse	
2.2.1	Entretien avec les représentant.e.s du MI en charge des unités spécialisées.	
2.2.2	Visite de terrain des deux unités pilote de VFF	
2.2.3	Elaboration du rapport de modélisation des Unités spécialisées dans les enquêtes sur les crimes des violences faites aux femmes et aux enfants incluant le volet architectural/infrastructure, équipement, ressources humaines y compris les besoins en renforcement de capacités Y compris l'intervention de l'architecte pour 8 jours de travail	
3.1.1	Entretiens avec les personnes ressources issues des différents comités et structures concernées pour recenser les besoins - L'élaboration d'un plan de renforcement de capacités	
3.2.1	Préparer le concept de la campagne des 16 jours à mettre en œuvre en partenariats avec les comités locaux de sécurité	
3.2.2	Appuyer la préparation, la mise en œuvre et la documentation de 4 exercices de simulation dans les centres de simulation des écoles de formation de la garde nationale et la sûreté nationale. (5 jours par consultant pour chaque simulation : 1 j Préparation : 4j + mise en œuvre  Ce livrable prévoit l'intervention de 2 consultants : chef de projet + expert GBV Donc le total de jour de travail à prévoir est de : 5j * 2 (nombre de consultants) * 4 (nombre des simulations jours) = 40 jours	
3.3.1	Préparation de la première version de la mallette	
3.3.2	Atelier de restitution et de validation	
3.4.1	Le guide d'utilisation du matériel d'audition des mineures victimes d'agressions sexuelles	
3.5.1	-Préparation du support de formation - Animation des deux ateliers (de 5 jours chacun) -Rapport de la formation incluant une évaluation pré et post formation	
3.6.1	-Préparation du support de formation - Animation des trois ateliers (de 4 jours chacun) -Rapport de la formation incluant une évaluation pré et post formation	
3.7.1	Préparation du concept ( y compris agenda et Identification des participants et des intervenants) -Animation d'une session sur les leçons apprises de la simulation du circuit de prise en charge des femmes victimes de violence avec un focus sur le volet de coordination entre les deux ministères de l'intérieur et de la justice - Modération de l'atelier	
4.1.1	- Préparation : identification des axes, identification des intervenants, préparation du narratif - Comptes rendu et recommandations de deux panels	
4.2.1	-Réunion de préparation avec les panélistes intervenants	

	- Coaching et finalisation des présentations sur les thématiques du genre et de la violence faite aux femmes portant sur l'expérience tunisienne en matière de prévention de la VFF à travers le mécanisme de police de proximité	
4.3.1	- Préparation et Modération du panel -Elaboration du compte rendu	
4.4.1	-Préparation de l'intervention et présentation -Elaboration du compte rendu du panel	
<b>Prix final total et all-inclusive en HTVA</b>		

### Répartition des frais

Personnel / autres éléments	UOM	Qty	Prix unitaire	Prix total
<b>Personnel</b>				
Honoraires Expert.e Genre chef de projet	J/H			
Honoraires Expert.e SBV	J/H			
Honoraire Expert.e en suivi et évaluation	J/H			
Honoraire architecte	J/H			
<b>Autres dépenses relatives aux déplacements sur le terrain</b>				
( 4 jours dans le gouvernorat de Médenine ( avec déplacement à 2 différentes délégations pour visiter les 2 unités spécialisé pilotes à Ben Guerdane et à Zarzis ( le déplacement à Médenine à faire en avion ou par voie terrestre selon la convenance des consultants)		4		
4 jours dans le gouvernorat de Nabeul ( activités sur place)		4		
4 jours dans le gouvernorat de Kairouan (prévoir une 5 <sup>ème</sup> nuitée pour être sur place la veille de l'activité)		4		
4 jours dans le gouvernorat de Bizerte		4		
Frais logistiques				
Indemnité de subsistance				
Transport local				
Autres coûts : (veuillez préciser)				
<b>Total</b>				

### Respect des exigences

	Vos réponses		
	Oui, nous nous conformerons	Non, nous ne pouvons pas nous conformer	Si vous ne pouvez pas vous conformer, pls. Indiquer une contre-offre
Durée de mise en œuvre	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Validité de l'offre	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Modalités de paiement	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	

Je, soussigné, certifie que je suis dûment autorisé à signer cette offre et à lier la société ci-dessous au cas où l'offre serait acceptée.

<i>Nom exact et adresse de l'entreprise</i> Nom de l'entreprise Adresse:  Phone No.: Adresse e-mail:	Signature autorisée:  Date:  Nom:  Titre fonctionnel du signataire :  Adresse e-mail:
---	---

